

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DESVRES Maubeuge

sous le bois
impasse senelle
59600 DOUZIES

Références : 2023-V3-311
Code AIOT : 0007001630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement DESVRES Maubeuge implanté sous le Bois Impasse Senelle 59369 Maubeuge. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESVRES Maubeuge
- sous le Bois Impasse Senelle 59369 Maubeuge
- Code AIOT : 0007001630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DESVRES exploite une usine de fabrication de carrelages sur le territoire de la commune de MAUBEUGE. Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004, complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2014 fixant le montant des garanties financières ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2015 imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale :

- 3350 : Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou dans un four avec une capacité supérieure à 4 m³ et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m³ par four. La production annuelle autorisée du site s'élève à 6 millions de m² soit 126 000 t.
- Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou documents BREF) correspondantes sont : Céramiques (code CER).

Selon l'arrêté préfectoral de 2015, outre la rubrique IED 3350, le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 2515.1.a : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance installée des installations est de 2 088 kW ;
- 2523 : fabrication de produits céramiques et réfractaires, la capacité de production étant supérieure à 20 t/j, la production annuelle est de 126 000 t ;
- 2910.A-1 : Installation de combustion, la puissance thermique nominale de l'installation est de 22,12 MW.

Le thème de la visite est le suivant : eau/sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 2	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 3	/	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne s'est pas opposé à l'accès de l'inspecteur aux locaux hors ICPE (bureau).

L'exploitant a présenté l'entreprise, notamment ses objectifs et les projets en cours et à venir dans le cadre du rachat par le groupe italien ABK.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 19/10/2004 est modifié comme suit : Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journallement. Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante : <ul style="list-style-type: none">– tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;– tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.
Constats : Par courriel du 26 octobre 2023 et via l'application GIDAF, l'exploitant a transmis l'ensemble des consommations journalières réalisées depuis le 1er février 2022.
Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit télédéclarer ses prélèvements via GIDAF conformément à l'article 2 de l'arrêté du 8 décembre 2021, soit : tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019. L'étude comporte a minima les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de

<p>l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées. – Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. – Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées. <p>L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 octobre 2023, l'exploitant a transmis une étude technico-économique réalisée par AMODIAG Environnement (réf NP22073000) version du 25 mai 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection des installations analysera l'étude technico-économique ultérieurement et en informera l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'actions sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».</p> <p>Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).</p> <p>Ce plan d'actions détaille :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de « vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 5,34 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours. – les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 10,68 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse

en cours .

– les actions concrètes qu’il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d’« alerte sécheresse renforcée ». Pour chaque action, l’exploitant évaluera l’efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d’alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 21,36 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l’activité de l’établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l’eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l’épisode de sécheresse en cours.

Les actions identifiées dans ce plan d’actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Le plan d’actions précise également les données sur lesquelles l’exploitant s’appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l’activité de l’établissement, précédant la prise de l’arrêté préfectoral de restriction des usages de l’eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d’alerte ou d’alerte renforcée se matérialise par la signature d’un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de la Sambre au niveau de vigilance renforcée, d’alerte ou d’alerte renforcée.

Constats :

Par courriel du 26 octobre 2023, l’exploitant a transmis un plan d’actions "sécheresse" réalisée par AMODIAG Environnement (réf NP22073) version du 13 juillet 2023.

Observations :

L’inspection des installations analysera le plan d’actions ultérieurement et en informera l’exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet